

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

On exhorte les membres à se préparer à des mois de juin et juillet occupés

L'ensemble des membres de l'OMC se sont réunis à Genève le 12 mai pour discuter du résultat de la mini-ministérielle officieuse qui s'est déroulée le 7 mai à Paris, en marge de l'assemblée annuelle de l'OCDE. Les principaux pays de l'OMC s'y sont entendus sur un certain nombre de questions, notamment la nécessité de terminer la mise en œuvre du résultat de la CM9 – particulièrement la facilitation des échanges, dont la plupart conviennent qu'elle progresse bien – et du programme de travail de l'après-Bali, d'ici la fin de l'année.

On a également pris conscience qu'il faut réaliser rapidement des progrès sur les enjeux essentiels, en l'occurrence l'agriculture, les produits industriels et les services, qu'on appelle également le trépied, et qui sont considérés comme un test critique pour l'OMC, en déterminant ce qui peut raisonnablement être accompli.

Le 12 mai, le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a rappelé aux délégués le besoin pressant d'intensifier le processus en élaborant d'éventuelles approches pour régler les secteurs contestés du trépied. Mais le désaccord qui subsiste au sujet du statut des projets de texte de 2008 comme fondement de futures négociations a contribué à ralentir les progrès réalisés vers l'élaboration des prochaines étapes du programme de Doha pour le développement (PDD).

La confrontation qui oppose les pays développés aux pays en développement au sujet des subventions est une des principales pierres d'achoppement qui a entravé les progrès jusqu'à présent. Les États-Unis et d'autres pays développés font valoir que le monde a changé et qu'il faut en tenir compte dans les négociations. En fait, un récent projet de document rédigé par le Groupe de Cairns montre que les économies émergentes comme l'Inde et la Chine subventionnent à présent leurs agriculteurs à des niveaux aussi élevés, voire plus élevés que les États-Unis et l'Europe, alors que les subventions de ces deux derniers ont diminué ces dernières années. Par conséquent, les pays développés réclament que les pourparlers s'adaptent à la nouvelle réalité de l'économie mondiale.

La Chine, qui a distribué le soutien ayant des effets de distorsion des échanges (SEDE) le plus important au total, avance comme argument que bon nombre des principales préoccupations des pays en développement ne sont toujours pas réglées et que la crise financière de 2008 a contribué à aggraver la situation, faisant ainsi du projet de modalités de 2008 « une image de la réalité d'aujourd'hui ».

« [Traduction] L'objectif en matière de développement du PDD et le mandat de négociation ne devraient en aucun cas être changés, et le principe du traitement spécial et différencié et de la réciprocité moins que totale, ainsi que le consensus qui s'est dégagé de s'attaquer globalement aux subventions ayant des effets de distorsion des échanges, aux crêtes tarifaires et à la progression, etc., qui sont consignés dans le résultat réalisé en 2008, devraient être rigoureusement préservés », a déclaré la Chine au Conseil général.

Le Groupe de Cairns a estimé que les SEDE de la Chine ont augmenté, passant de 320 millions de dollars au montant sidérant de 13,9 milliards de dollars de 2001 à 2008. Cependant, la Chine a maintenu que son programme de soutien interne est « principalement ciblé sur la production viagère et de l'agriculture artisanale, qui consiste principalement en aliments de base destinés à assurer la sécurité alimentaire de 1,37 milliards de gens », ajoutant que son *de minimis* de 8,5 %, négocié en 2001, est de facto sa ligne rouge. Par conséquent, les représentants de la Chine ont mis en garde que « toute proposition qui exige que quelques membres contribuent au-delà du point de référence, tout en permettant à certains acteurs importants d'en faire moins, ne fera qu'entraîner les négociations nulle part ».

S'agissant des textes de projet de modalités, M. Azevêdo a déclaré qu'ils fournissent une orientation importante quant à la façon d'aller de l'avant. Il a exhorté les membres à adopter une démarche réaliste. « [Traduction] Mettons tout sur la table et voyons jusqu'où nous pouvons aller dans chaque secteur de négociation », a-t-il déclaré.

Il les a exhortés à être prêts à « quelques conversations musclées » au cours des deux prochaines semaines, car il s'apprête lui-même à s'impliquer davantage dans le processus en consultant des délégués au sujet de ce qu'ils sont prêts à faire et s'ils sont toujours prêts à abandonner les positions adoptées en 2008.

« Dans un mois ou deux, après avoir tenu ces discussions, nous saurons si nous sommes revenus à 2008, ou s'il y a quelque chose qui est prometteur et qui pourrait se réaliser », à déclaré M. Azevêdo.

Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux (PTP), 12-15 mai, Ho Chi Minh
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai, Qingdao (Chine)
- Conférence ministérielle du PTP, 19-20 mai, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 6 juin, 13 novembre
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Conseil général de l'OMC, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

